



ORIENTATIONS 2025-2030

LIANES COOPERATION, TISSER DU LIEN ENTRE ACTEURS DE LA COOPERATION INTERNATIONALE



Table des matières

Edito	3
Lianes coopération	4
Les enjeux	6
Les ODD : Un programme ambitieux désormais inatteignable	6
Quel avenir pour l'aide publique au développement ?.....	6
Un monde en crise permanente	8
Le repli sur soi et les grands mouvements de solidarité	9
La place des jeunes dans le développement des pays du Sud	10
Une nécessaire restructuration du secteur	11
Notre vision 2030	13
Nos axes stratégiques	13
Habiter autrement la planète	14
Assurer Les « services essentiels ».....	16
Répondre efficacement aux crises	18
Donner du pouvoir d'agir aux jeunes	20
Faire humanité commune	22
Actions transversales.....	24
Implication citoyenne dans la coopération internationale	24
Renforcer la communication.....	25
Structuration et accompagnement des acteurs.....	26
Structurer le réseau.....	29

EDITO

2025 ouvre une nouvelle étape pour Lianes coopération. Dans un monde traversé par une multiplication des **crises** — climatiques, politiques, sociales — où l'**Aide publique au développement** se recompose et où les **ODD** paraissent plus difficiles à atteindre, nous faisons un choix clair : **tenir le cap et agir depuis les territoires**. Les ODD restent notre **boussole commune** ; ils donnent du sens à nos engagements et relient nos réalités locales aux enjeux mondiaux.

Réseau régional, **ancré** en Hauts-de-France, Lianes est un **espace de concertation** au service des collectivités, associations, entreprises, établissements d'enseignement et citoyen·ne·s. Nous tissons des liens, nous facilitons, nous outillons. Dans une période de **contrainte budgétaire** et de **reconfiguration du secteur**, nous assumons une transformation : concentrer nos efforts là où notre **valeur** est la plus forte, renforcer la **mutualisation**, soutenir l'**incubation** de projets, et clarifier notre **narratif** autour des **investissements durables et solidaires**.

Notre ambition est simple et exigeante : que chaque action accompagnée **améliore concrètement la vie des personnes** — accès à l'eau, à l'énergie, à la santé ou à l'éducation ; résilience face aux crises ; pouvoir d'agir des jeunes ; réduction des discriminations et respect des droits. Nous voulons des projets **co-construits** avec les bénéficiaires finaux, s'inscrivant dans une coopération **territoriale** et suivis avec **humilité et exigence**.

Pour la période 2025-2030, Lianes déploiera son action autour de cinq **axes stratégiques** :

- **Habiter autrement la planète** : concilier activités humaines et protection du vivant, soutenir l'adaptation et des pratiques durables.
- **Assurer les services essentiels** : promouvoir des approches intégrées (eau-énergie-déchets-santé-éducation) et des services pérennes, équitables.
- **Répondre efficacement aux crises** : structurer les élans de solidarité, renforcer les capacités de résilience, agir en sécurité et en lien avec les autorités compétentes.
- **Donner du pouvoir d'agir aux jeunes** : former, relier, reconnaître l'engagement et ouvrir des trajectoires d'insertion et de citoyenneté mondiale.
- **Faire humanité commune** : lutter contre les inégalités, diffuser l'**approche par les droits**, inclure les voix souvent invisibilisées.

Ces axes s'appuient sur des **actions transversales** : une **communication** accessible au grand public, des **campagnes citoyennes** qui suscitent l'envie d'agir (Festival des Solidarités, AlimenTerre), une **offre de formation** montée en gamme, des **fonds territoriaux** qui irriguent l'innovation locale, et une **organisation interne** alignée sur nos priorités.

Cette feuille de route est notre **projet associatif**. Elle engage **l'équipe**, les **administrateurs** et les **adhérents**. Elle appelle aussi celles et ceux qui, dans nos territoires, veulent relier proximité et mondialité. Ensemble, **Territoires en commun**, nous pouvons transformer l'incertitude en **capacité d'agir**, et faire des Hauts-de-France une région qui inspire, relie et **prouve** que la coopération internationale est une force **utile, mesurable et humaine**.

Prenons la boussole, avançons.

NOS SPECIFICITES

Dans un contexte où les défis se posent désormais à une échelle planétaire, où la multiplication des crises nous oblige à une coopération internationale renouvelée, l'ensemble des RRMA a fait des **Objectifs de Développement Durable (ODD) la boussole** de leur action à l'horizon 2030.

La **coopération de territoire à territoire** participe à ce renouvellement par sa capacité à développer des actions adaptées aux réalités locales. Promue comme une échelle pertinente pour s'engager à l'international, cette modalité d'action qui permet de faire travailler ensemble différentes catégories d'acteurs sur des enjeux partagés entre territoires, reste une dynamique à renforcer.

Ainsi, Lianes coopération se définit comme **un espace de concertation et de dialogue**, ancré sur son territoire, à l'**interface entre les différents échelons de l'action publique et de la société civile** à l'international. Dans un **esprit de service public**, le réseau se positionne comme **un référent territorial** travaillant à la fois à partir de l'expertise de ses membres et comme relais des institutions. Avec pour **objet central la coopération et la solidarité internationale**, il est au **carrefour de plusieurs politiques publiques** (jeunesse, éducation, environnement, coopération décentralisée etc.) dont il facilite la complémentarité et la mise en œuvre.

NOS MISSIONS

Les missions de Lianes couvrent un large spectre d'activités pour répondre aux différents enjeux du territoire et de ses acteurs. Elles sont au nombre de 6 :

1. **Veille et observation** des dynamiques de coopération et de solidarité internationales à partir des territoires à travers la collecte des données, la production d'analyses, la diffusion des connaissances et d'informations, valorisation des acteurs et des pratiques.
2. **Animation territoriale** des acteurs de la coopération et la solidarité internationales en proposant des opportunités de rencontres et d'échanges thématiques, territoriaux, géographiques, ...
3. **Accompagnement des initiatives** qui passe par la formation et le renforcement des porteurs de projets, l'appui-conseil aux acteurs ou aux cadres stratégiques des politiques publiques.
4. **Production de ressources** et développement d'une ingénierie de projets mutualisée. Le réseau produit réflexion et outils, il développe des partenariats stratégiques
5. Pour aller plus loin dans la logique d'accompagnement, **la coordination de programmes et de projets** mutualisés pour lesquels le réseau assure un appui à maîtrise d'ouvrage, une facilitation technique et des effets leviers au bénéfice des acteurs territoriaux
6. **Intermédiation de dispositifs** de financement ou d'accompagnement publics et privés locaux, nationaux ou européens au bénéfice des acteurs territoriaux.

NOS OBJECTIFS

Les réseaux se fixent ainsi pour objectif général d'accompagner l'internationalisation du territoire des Hauts-de-France. Une perspective d'action qui met l'accent sur

- **Le renforcement de la qualité des projets et des programmes** d'action menés par les acteurs des territoires,
- **L'appui à la cohérence et l'efficacité des politiques publiques** dans leur dimension internationale et
- **La valorisation de la contribution des territoires** à l'atteinte des ODD.

Ces missions sont assurées communément par l'ensemble des réseaux et contribuent de leur reconnaissance en tant que RRMA. La **proximité et la connaissance fine des dynamiques territoriales**, l'exigence de **concertation multi-acteurs** avant toute action, permettent ainsi à la fois de **faire émerger des dynamiques** à partir du territoire et de son écosystème d'acteurs, mais aussi d'en assurer la mise en œuvre dans une **logique de subsidiarité**.

LES ENJEUX

LES ODD : UN PROGRAMME AMBITIEUX DESORMAIS INATTEIGNABLE

UNE PROGRESSION DIFFICILE

Adoptés en 2015, les Objectifs de Développement Durable (ODD) forment un programme politique ambitieux : Antonio Gutterez déclarait « **Les ODD ne sont pas rêve. Ils sont un plan** ». Las, 10 ans après leur adoption à l'unanimité par les Etats-membres de l'ONU, aucun des 17 ODD n'est en bonne voie pour être atteint d'ici à 2030. **Moins de 20% des cibles sont sur la bonne trajectoire et 18% d'entre elles ont régressé depuis 2015.**

Si des progrès sont notables en matière de santé mondiale, d'éducation et d'accès à l'énergie, d'autres enjeux n'enregistrent quasiment aucun progrès ou des reculs. C'est le cas des questions d'alimentation ou de biodiversité, de paix et de stabilité.

Les inégalités mondiales se renforcent dans un contexte de multipolarisation et les financements déjà insuffisants sont en baisse. Les crises multiples achèvent de complexifier la mise en œuvre de ce « plan ». L'ONU déclarait encore par la voix de son secrétaire général, en juillet 2025 que les ODD étaient « encore à notre portée, mais seulement si **nous agissons avec urgence, unité et détermination** ». Pour de nombreux observateurs cependant, il ne fait aucun doute que les ODD ne seront pas atteints.

UN CADRE STRUCTURANT

Au-delà de ces aspects, les ODD constituent toujours **un cadre de référence en matière de développement humain** pour l'ensemble des acteurs étatiques, de la société civile et des entreprises dans le monde. Ils ont également pour mérite d'avoir imposé **une nouvelle vision des enjeux de coopération** internationale plus axée sur des enjeux communs et mondiaux (Climat, égalité femme-homme, ...) que sur des rapports historiques Nord/Sud.

Lianes coopération observe la contribution des acteurs des Hauts-de-France aux ODD depuis 2020. On observe plusieurs niveaux d'engagement des membres du réseau : Les objectifs les plus investis sont aujourd'hui ceux relatifs à l'éducation ou aux inégalités. Suivent un engagement sur les services essentiels, la santé, l'agriculture.

Etonnamment, **les questions environnementales ou de genre figurent parmi les thématiques les moins investies directement par le réseau**. Cette situation est d'autant plus questionnante que ces deux sujets sont l'objet des **principaux mouvements sociaux** qui traversent les sociétés européennes et les jeunesse du monde entier. Une approche contemporaine de la coopération de territoire à territoire se doit de prendre en compte ces aspects de manière transversale mais également comme des objets propres.

Sans autre alternative crédible, les **ODD restent une boussole** pour l'action de Lianes coopération et permettent de se référer à des cadres communs avec l'ensemble des acteurs de la coopération et du développement.

Lianes devra cependant **développer une offre autour des enjeux environnement & climat et des enjeux d'égalité femme-homme** pour accompagner ses membres dans leur prise en compte et mobiliser les forces citoyennes locales sur des enjeux internationaux.

QUEL AVENIR POUR L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT ?

DE QUOI L'APD EST-ELLE LE NOM ?

Le système **multilatéral est sérieusement ébranlé** par le retour de puissances mondiales agressives et lancées dans une compétition économique, technologique voire militaire. L'émergence de puissances régionales intermédiaires refusant le statut quo des instances internationales renforce encore la perte de légitimité de ce système.

L'Aide Publique au Développement (APD) est une enfant de l'après-guerre : Une politique qui a su évoluer entre logiques d'influence politique, ambitions économiques, histoire des décolonisations et impératifs moraux. Elle est basée sur **une volonté des Etats les plus riches de soutenir les pays les moins avancées** afin de favoriser un développement mondial bénéfique à tous. Ces pays se sont engagés à consacrer 0.70% de leur revenu national brut à cette politique via un soutien direct aux Etats ou transitant **via les Organisations de la Société Civile, les Collectivités Territoriales** ou parfois les entreprises.

UNE DIMINUTION DRASTIQUE AU NIVEAU MONDIAL

Après une décennie de progression, **l'APD est brutalement remise en question par l'ensemble de ses promoteurs**, Etats-Unis en tête ou la suppression de l'agence fédérale USAID a été particulièrement scrutée au regard de son importance dans l'APD au niveau mondial. Cependant, ce mouvement n'est pas spécifiquement états-unien et concerne également le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Belgique et la plupart des pays européens.

Dans ce contexte, **l'État français revoit à la baisse ses engagements financiers en matière d'aide publique au développement** (APD), renonçant aux objectifs inscrits dans la loi (LOPSI 2021). Ce désengagement fragilise l'ensemble du secteur de la coopération internationale, créant un choc de financement difficile à appréhender. Un nombre important d'acteurs et des programmes historiques **risquent de disparaître à très court-terme**, accélérant une recomposition du paysage et poussant le secteur vers de nouvelles sources de financement.

UN EFFET CISEAU POUR LES ACTEURS TERRITORIAUX

Les contrecoups des différentes difficultés budgétaires de l'Etat **inquiètent et réduisent la capacité d'engagement des collectivités territoriales**. Les départements de la Région sont particulièrement touchés par les effets de ciseaux entre augmentation des dépenses sociales et réduction des dotations globales de l'Etat. Les différentes réformes territoriales n'ont que peu fait évoluer les capacités de portages de l'action internationale dans les territoires qui restent majoritairement à l'échelle des villes (A l'exception d'Amiens Métropole et de la CUD).

La région Hauts-de-France n'échappe aux contraintes budgétaires et fait le choix d'une diminution d'envergure pour sa politique de soutien aux enjeux de coopération internationale. Depuis plusieurs années **un recentrage de son action internationale sur ses compétences première : économie et jeunesse & formation professionnelle** est à l'œuvre. Pour autant un dialogue de qualité se poursuit sur les enjeux d'accès à l'énergie dans le monde ou de coopération avec l'Ukraine.

QUEL REGARD POUR LES PAYS DU SUD

Dans les pays du Sud cette disparition annoncée de l'APD en tant que grande politique mondiale est accueilli par les populations et leurs dirigeants dans **un mélange de satisfaction et d'appréhension**. Cette situation renforce leurs aspirations légitimes à s'émanciper des logiques d'aide pour développer des partenariats plus équilibrés et d'autre part mets à mal un nombre important de services essentiels aux personnes les plus fragiles et contribuant à la stabilité sociale.

UNE EVOLUTION DU NARRATIF

En 2025, le Délégué Général de l'AFD enjoignait les RRMA à d'une part porter connaissance et engagement de la réalité de l'APD auprès des territoires et des élus locaux mais également d'autre part à faire évoluer leurs pratiques et leur narratif.

La notion d'Investissements Durables et Solidaires est aujourd'hui appelée à se substituer à celle de l'APD. Il s'agira d'expliquer en quoi les actions menées contribuent d'un investissement dans un monde plus stable, y compris pour les actions ne relevant pas d'action à but lucratif mais permettant un développement social, économique, durable, notamment face au changement climatique.

L'union européenne recentre déjà sa politique de développement autour du « Global gateway » un package d'investissements sur des secteurs stratégiques et susceptibles d'amener de nouvelles opportunités économiques. Dans cette approche, le rôle de la société civile ou des collectivités territoriales serait d'effectuer **un travail « à 360° » permettant de territorialiser et de faciliter la réussite de ces investissements.**

QUEL IMPACT POUR LIANES COOPERATION ?

En 2025, Lianes connaîtra, pour la première fois depuis près de dix ans, **une phase de décroissance**. Cette évolution se traduira par une réduction de son budget, de ses effectifs et de ses moyens. Par conséquent, le réseau s'appuiera davantage sur des ressources humaines externes et temporaires telles que le volontariat et l'apprentissage afin de soutenir l'équipe permanente. Le pôle Études, Publications et Observatoire a été fermé dans le but de recentrer les efforts sur les actions en direction du réseau.

Dans ces conditions, Lianes coopération doit jouer **un rôle à la fois de décryptage et d'appui à ses membres** dans un contexte particulièrement changeant mais le réseau devra également porter des initiatives permettant **d'expérimenter ou de capitaliser sur d'autres modes de financement** de la solidarité internationale.

UN MONDE EN CRISE PERMANENTE

LE CONCEPT DE PERMACRISE

Le contexte mondial actuel en matière de coopération internationale est marqué par une multiplication des crises — qu'elles soient politiques, sécuritaires ou climatiques — touchant plus particulièrement des régions telles que le Sahel, Haïti, l'Ukraine, le Caucase et le Proche-Orient. Ces crises **aggravent les vulnérabilités préexistantes, entravent la progression du développement durable et exigent une réponse coordonnée et efficace de la part des acteurs internationaux**, tout en générant de nouveaux défis pour les intervenants non professionnalisés.

La majorité des études prospectives anticipent une augmentation du nombre de catastrophes naturelles et de crises sécuritaires dans les prochaines années. Dans ce cadre, il existe un risque que les dépenses allouées aux réponses curatives viennent à surpasser celles consacrées au développement ou à la prévention. Déjà, la participation à des fonds d'urgence ou la gestion de situations climatiques locales influencent la capacité des collectivités à s'investir dans la coopération internationale sur le long terme.

Enfin, le retrait progressif des grands acteurs humanitaires de certains territoires est susceptible de déstabiliser des équilibres sociaux déjà fragilisés, faisant craindre l'émergence de nouvelles crises politiques ou l'instabilité accrue d'États vulnérables à travers le monde.

SOUTENIR LES MOUVEMENTS DE SOLIDARITE

Bien que l'on observe **un certain repli sur soi dans un environnement global incertain**, les crises majeures, comme la guerre en Ukraine ou le séisme au Maroc, ont suscité des élans notables de solidarité.

Citoyens, associations, collectivités territoriales et entreprises se sont mobilisés, illustrant une volonté commune d'agir face aux catastrophes.

Ces mouvements de solidarité font parfois l'objet de critiques quant à **leur caractère sélectif, leur amateurisme ou leur inadéquation aux standards internationaux d'intervention**. Ils démontrent cependant la **capacité réelle des territoires à se mobiliser collectivement**. Cette tension traduit une complexité spécifique du contexte français, où l'on constate un reflux des dynamiques d'aide, simultanément à une forte capacité de mobilisation lors des situations de crise.

UN ROLE POUR LIANES A INVENTER

Au Mali et en Ukraine, **Lianes coopération a pu mettre en œuvre avec succès des programmes de soutien à ses membres opérant en zones à risques**. Ces actions ont permis de renforcer l'accompagnement proposé, de réduire les risques liés aux interventions, et de favoriser des échanges concertés avec les acteurs nationaux, assurant ainsi la continuité des engagements sur le terrain.

Cependant, la gestion de l'urgence demeure **une expertise propre, qui fait encore défaut tant à Lianes qu'à ses membres**. Il demeure essentiel d'établir des liens solides avec les ONG spécialisées dans l'urgence ainsi qu'avec les autorités publiques nationales et internationales coordonnant les actions d'aide humanitaire, préalablement à toute initiative de résilience.

Lianes coopération devra développer **une réflexion et une capacité d'accompagnement** de ses membres d'une part et des mouvements de solidarité spontané d'autre part en trouvant un **positionnement singulier avec pour boussole la résilience des territoires**.

LE REPLI SUR SOI ET LES GRANDS MOUVEMENTS DE SOLIDARITE

NOTRE RAPPORT A LA MONDIALISATION ET A L'HISTOIRE

En France et dans les pays développés, la coopération internationale se caractérise par une tension entre tentation du repli identitaire et dynamiques de solidarité. À l'échelle régionale, Lianes coopération constate **une perception ambivalente de la mondialisation**, souvent associée aux migrations et délocalisations plutôt qu'aux opportunités économiques ou culturelles et qui suscite une méfiance croissante envers l'étranger et les phénomènes mondiaux. Cette évolution confère à **la coopération internationale une dimension politique de plus en plus marquée**, générant des tensions sociales et fragilisant la cohésion locale.

Dans les pays du Sud, certains mouvements visent légitimement à **revisiter les héritages coloniaux**, ce qui entraîne des répercussions sur les mémoires collectives, affecte certains partenariats historiques et modifie les équilibres des institutions internationales. Ce contexte complexifie davantage la coopération internationale et accentue les défis rencontrés par les pays vulnérables. Ces évolutions se traduisent notamment par **le retrait de la France de certaines zones historiques de coopération**, réduisant la capacité des acteurs à maintenir des partenariats durables, à favoriser les échanges et à renouveler les réseaux de coopération.

DE GRANDS MOUVEMENTS DE SOLIDARITE

Néanmoins, ces dernières années ont également été marquées par **d'importants élan de solidarité face à des crises spécifiques** (telles que la guerre en Ukraine ou le séisme au Maroc). Malgré des questionnements sur la sélectivité des mobilisations et leur médiatisation, ces initiatives témoignent **d'une culture de la solidarité internationale bien ancrée**.

Au-delà des idées reçues, **les actions de Lianes résonnent sur l'ensemble des territoires, y compris en milieu rural ou dans les villes moyennes**. Le festival AlimenTerre, qui aborde les enjeux de pouvoir et d'interdépendance dans les systèmes alimentaires mondiaux, rencontre un accueil favorable en milieu rural, démontrant la possibilité de mobiliser autour de la solidarité internationale à partir de l'expérience territoriale. Il demeure toutefois essentiel de **repenser la géographie des interventions de Lianes coopération et de ses membres**, en tenant compte de divers indicateurs (votes extrêmes, dynamiques diasporiques limitées, etc.), afin de renforcer la mobilisation et d'élargir le cercle des acteurs impliqués.

Si le plaidoyer n'est pas une fonction sur laquelle Lianes coopération est attendu, la fin du consensus trans-partisan sur les enjeux de la solidarité internationale doit nécessairement nous interpeller. Lianes se doit **de communiquer non plus uniquement sur son action ou celle de ses adhérents mais également sur les enjeux d'une politique de Coopération et de Solidarité Internationale**.

LA PLACE DES JEUNES DANS LE DEVELOPPEMENT DES PAYS DU SUD

DES DYNAMIQUES DEMOGRAPHIQUES SPECIFIQUES

Dans le contexte actuel de transformation mondiale, la jeunesse des pays du Sud occupe **une place de plus en plus centrale dans le développement de leurs sociétés**. Ces jeunes, désormais mieux formés et largement ouverts sur le monde, constituent un vivier d'énergie et d'innovation qui représente une opportunité majeure pour leurs pays. Leur dynamisme et leur capacité à innover sont **des atouts essentiels pour relever les défis économiques, sociaux et institutionnels** auxquels leurs territoires sont confrontés.

En 2025, il est estimé **que 90 % des jeunes âgés de 10 à 24 ans vivent dans des pays en développement**, soit environ 1,8 milliard de personnes. Cette proportion impressionnante révèle l'importance du rôle que la jeunesse peut jouer dans la trajectoire de ces nations. Dans certains pays, comme le Niger ou Madagascar, les jeunes représentent jusqu'à 70 % de la population, ce qui accentue leur potentiel à façonner l'avenir de leurs territoires.

REPONDRE AUX ASPIRATIONS DE LA JEUNESSE

Permettre à ces jeunes de construire leur avenir et de participer activement au développement national est ainsi fondamental. Leur mobilisation et leur implication dans la vie de leurs communautés sont au cœur de l'enjeu du « **dividende démographique** », qui constitue un levier déterminant pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD). Sans une politique permettant d'accompagner et de valoriser cette jeunesse, il sera difficile de réaliser les progrès escomptés.

Depuis plusieurs années, la jeunesse, du Bangladesh à l'Algérie, de la Serbie à Madagascar et jusqu'en Europe, manifeste régulièrement son désir de changement. Partout dans le monde, il ne se passe pas un mois sans que des jeunes descendent dans la rue pour réclamer des évolutions institutionnelles et exprimer leur volonté de retrouver confiance en l'avenir. Ce mouvement global traduit **une aspiration forte à participer aux transformations sociales et politiques**, et à prendre part à la construction de sociétés plus justes et inclusives.

MOBILISER LES JEUNES ICI ET AILLEURS

En France, la **région des Hauts-de-France se distingue comme la plus jeune du territoire métropolitain**, avec 18,3 % de jeunes, soit plus d'un million de personnes. Malgré ce dynamisme démographique, la région présente plusieurs indicateurs préoccupants : les jeunes y affichent **un niveau de diplôme inférieur à la moyenne nationale et sont davantage exposés à la précarité**. L'engagement bénévole y est également moins répandu (4 % de moins que la moyenne française) et la mobilité internationale est moins présente dans les parcours de vie (8 % de moins que la moyenne nationale).

Toutefois, **l'action internationale reste l'un des principaux domaines d'engagement de la jeunesse régionale**, soulignant leur intérêt pour les enjeux mondiaux.

L'entrée « Jeunesse » s'affirme donc comme **un levier efficace pour mobiliser les collectivités territoriales**, qui sont nombreuses à associer leur action internationale à des initiatives en faveur des jeunes. Cependant, **la mobilité internationale promue par Lianes ne doit pas être considérée comme une fin en soi**. Elle doit avant tout servir à renforcer les compétences, les motivations et le réseau de jeunes engagés dans une citoyenneté mondiale, afin de soutenir durablement leur rôle d'acteurs du changement.

Lianes coopération devra ainsi **sortir d'une approche de la mobilité par les dispositifs pour soutenir de manière plus diverse l'action de ses membres en faveur d'un renforcement des jeunes comme acteurs des ODD**.

UNE NECESSAIRE RESTRUCTURATION DU SECTEUR

UN RETRECISSEMENT DE L'ESPACE CIVIQUE

Partout en Europe, les tensions politiques, budgétaire et la diminution des financements ont entraîné une réduction notable de l'espace civique. Cette situation **limite fortement la capacité d'action de la société civile, rendant la coopération internationale un sujet à la fois sensible et politiquement clivant**. Face à cette réalité, de nombreux élus et associations adoptent une posture d'autocensure, ce qui freine la prise de position et entrave l'émergence de débats et d'initiatives constructives. Le consensus qui prévalait autrefois sur la contribution des organisations de la société civile (OSC) à la création de sociétés dynamiques et stables n'est plus partagé par l'ensemble des élus, et il l'est encore moins par les citoyens.

Dans les pays du Sud, la société civile rencontre également de nombreux obstacles politiques ou sécuritaires qui entravent son action. Sous l'influence de grandes puissances telles que les États-Unis, la Chine ou la Russie, **l'idée que la construction de sociétés démocratiques soit une finalité naturelle de toute politique de développement tend à s'effacer**. En conséquence, la protection des droits des acteurs de la société civile recule à travers le monde : syndicalistes, membres d'associations, militants et militantes subissent régulièrement entraves, arrestations, voire exécutions. Lianes coopération a d'ailleurs été alertée ces dernières années sur plusieurs situations graves, incluant enlèvements et menaces pour les partenaires de membres du réseau.

QUELLE ANALYSE PROPOSER AUX ENJEUX DES ACTEURS

Entre 2023 et 2024, Lianes coopération a cherché à mieux comprendre les dynamiques internes à son réseau. L'étude AMSASI a permis de dresser un état des lieux des dynamiques associatives du réseau, majoritairement composé de petites associations. D'un côté, **ces très petites structures s'interrogent sur leurs modes d'engagement et la pérennité de leur fonctionnement**, confrontées à l'isolement de certains dirigeants. Cette situation les pousse à repenser leur modèle et la place du collectif. De l'autre, les associations plus importantes, soutenues par des bailleurs nationaux ou multilatéraux, font face à des **exigences accrues en matière de redevabilité et constatent une concurrence croissante** dans le secteur associatif. Elles cherchent ainsi à redéfinir la coopération inter-associative à leur échelle.

Entre ces deux profils, les micro-structures, dotées d'un budget d'environ 100 000 euros et parfois d'un salarié, **s'efforcent de consolider leur modèle économique entre un ancrage régional et national, à une période clé de leur développement**. Pour certaines, cela se traduit par le recrutement d'un premier salarié et la nécessité de sécuriser leur passage à une nouvelle échelle.

Concernant les collectivités territoriales, un travail d'étude et de capitalisation a été entrepris pour différencier les approches selon les motivations politiques et les capacités internes. Ainsi, **Lianes coopération adapte son action en fonction de différents types de collectivités** : les « Humanis », qui

apportent un soutien ponctuel à une association locale ; les « Cimob », centrées sur les impacts territoriaux et la mobilité des jeunes ; les « Climapart », engagées dans les grands enjeux de transition mondiale et capables de mobiliser d'importants financements ; et enfin les « Astres », dont l'objectif est de promouvoir le rayonnement et l'attractivité économique.

De nouveaux acteurs de la société civile, collectivités et entreprises émergent également avec **des approches techniques et thématiques, intégrées aux enjeux de transition sociale et écologique tels que l'énergie, l'eau ou la biodiversité**. Ces modalités favorisent la montée en compétences et des impacts renforcés, notamment pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD), mais rendent l'action moins accessible aux acteurs non-professionnalisés.

Cette évolution crée **un écart croissant entre les « champions » de certains secteurs (éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale, volontariat, urbanisme, accès à l'énergie, lutte contre la malnutrition, etc.) et les acteurs de petite et moyenne taille**, en particulier les organisations de solidarité internationale issues de la migration (OSIM), qui rencontrent des difficultés de structuration, d'accès au financement et d'amélioration de la qualité de leurs actions.

L'ACTION DE LIANES AU DEFI DES MUTATIONS DU SECTEUR

Face à ces constats, le réseau Lianes coopération a expérimenté différents programmes d'appui aux acteurs de la coopération internationale, tels que le Fonds Récital, Sonate, Tandems Solidaires, Coop Lab, Clés en main Maroc, Mali, Pologne, Francophonie, Bassins miniers, Inspire, Explor et Micro-projets. Le développement de ces nouvelles activités s'est opéré parallèlement au maintien d'actions plus anciennes, comme l'appui aux politiques régionales, l'information et l'accompagnement des acteurs, ainsi que l'animation de groupes de travail.

Enfin, l'accélération des rythmes de vie, la surabondance d'informations et la complexification des processus administratifs compliquent le quotidien de nombreux élus, acteurs associatifs ou enseignants. **Cette réalité ajoute aux défis du secteur de la coopération internationale, qui doit continuellement s'adapter à un environnement en transformation rapide**, tout en poursuivant ses objectifs à long terme de solidarité et de développement.

De la montée en compétences, à l'accompagnement pour les recherches de financements, en passant par la mise en réseau et le développement de partenariats, Lianes a pour mission d'accompagner ces structures dans leurs singularités, tout en créant un lien basé sur leur complémentarité pour favoriser la mutualisation et le transfert de compétences. Pour autant notre accompagnement se doit d'évoluer pour **accompagner la restructuration d'un secteur en difficulté et son adaptation à de nouvelles problématiques**.

NOTRE VISION 2030

En 2030, Lianes coopération se voit comme un **réseau rassemblant une diversité d'organisation** à même de construire un mouvement **citoyen pour la solidarité internationale** en Hauts-de-France, **moteur de synergies** entre acteurs, **stimulant les territoires** et encourageant une **réflexion critique sur la qualité des actions** pour un **action internationale cohérente**, en prise avec ses **enjeux contemporains** et alignée sur les **ODD**.

NOS AXES STRATEGIQUES

Lianes coopération souhaite approfondir et structurer son action autour de 5 axes stratégiques présenter des ambitions pour le réseau. Chaque axe devra faire l'objet d'une déclinaison via le prisme de nos missions et intégrer différentes actions transversales, des partenaires privilégiés seront mobilisés au niveau régional, national et/ou international.

- **Habiter autrement la planète**
- **Assurer les « services essentiels »**
- **Répondre efficacement aux crises**
- **Donner du pouvoir d'agir aux jeunes**
- **Faire humanité commune**

Au sein de chaque axe l'équipe proposera des actions de rencontres ou de montée en compétence ainsi que des projets mutualisés ou des programmes d'appui.

Au-delà du soutien aux acteurs, les axes stratégiques visent à générer des changements concrets et positifs pour les bénéficiaires finaux de nos actions : Populations locales, femmes, communautés vulnérables, etc.

Au travers de chaque axe stratégique, Lianes coopération et ses adhérents s'engagent à **améliorer les conditions de vie**, renforcer **l'autonomie** et le pouvoir d'agir des communautés locales, à favoriser **l'inclusion et la réduction des inégalités**, à développer la **résilience des territoires** et à encourager la **participation citoyenne** locale.

HABITER AUTREMENT LA PLANÈTE

CLIMAT – ENVIRONNEMENT – BIODIVERSITE – TRANSITIONS

NOTRE AMBITION

Si la relation entre l'homme et son environnement se pose en des termes différents dans différentes zones du monde, le changement climatique et l'effondrement de la biodiversité n'en demeurent pas moins des problèmes globaux. La prise de conscience de l'importance de ces enjeux environnementaux, bien que tardive, est réelle sur l'ensemble du globe tout en s'adaptant aux contextes locaux et en prenant différentes formes : droits des peuples autochtones, protection des espaces naturels, projets d'adaptation au changement climatique, ...

Lianes coopération veut soutenir l'engagement de ses membres en faveur d'actions visant à concilier activité humaine et protection environnementale en vue de construire des manières d'habiter la planète autrement et d'anticiper les changements déjà à l'œuvre. Le réseau soutiendra des actions :

- Permettant d'assurer **un développement humain durable** et une lutte contre la pauvreté qui éviterait de nouvelles émissions de CO2,
- Le développement d'activités renforçant une **symbiose entre homme et nature** : Agroécologie, agroforesterie comme des solutions pour concilier développement économique et soutenabilité environnementale,
- **D'atténuer les effets du changement climatique ou de l'effondrement de la biodiversité** par la captation de CO2, la protection d'aires naturelles, la circulation des espèces, ...
- Favoriser **l'adaptation des écosystèmes naturels et des communautés humaines** face aux changements à l'œuvre en travaillant sur l'habitat, l'urbanisme, les comportements, la résilience des zones naturelles,
- Intégrer les **questions environnementales de manière transversales** à l'ensemble des projets accompagnés par le réseau ou portés par ses membres.

Lianes portera une attention particulière à éviter les propositions environnementales trompeuses ou à encourager une forme de déresponsabilisation collective des enjeux climatiques via la compensation.

NOS MISSIONS

1. **Veille et observation** : Porter une réflexion sur de nouveaux outils de financement des projets environnementaux, notamment autour de la finance Carbone, organiser une veille et une diffusion d'information à destination des acteurs.
2. **Animation territoriale** : Créer une communauté de pratiques permettant la formation continue des acteurs et les échanges de pratiques, faire monter en compétence l'équipe et les membres du réseau. Créer des liens avec des organisations de protection de l'environnement dans différentes zones du monde.
3. **Accompagnement des initiatives** : Former les acteurs régionaux à la prise en compte des enjeux environnementaux comme aspect transversal de leur projet, accompagner les initiatives relevant des enjeux identifiés par le réseau.
4. **Production de ressources** : Produire de la ressource et des outils de sensibilisation et de prise en compte d'un « marqueur » environnement / climat / biodiversité adapté aux micro-projets. Développer une réflexion sur les questions de compensation carbone dans les pratiques des acteurs.
5. **Coordination de programmes et de projets** : Susciter des projets mutualisés autour des questions de protection de l'environnement où Lianes pourrait porter le rôle d'opérateur au

service du réseau. Expérimenter la mise en œuvre de nouveaux types d'actions avec les membres du réseau.

6. **Intermédiation de dispositifs** : Flécher les fonds territoriaux sur les enjeux environnementaux et essayer de mobiliser de nouveaux acteurs du financement sur les enjeux environnementaux.

LES BENEFICIAIRES FINAUX

Bénéficiaires finaux : Populations locales, agriculteurs, communautés rurales, jeunes générations

Bénéfices attendus :

- Amélioration de la qualité de vie grâce à des environnements plus sains et résilients.
- Accès à des pratiques agricoles durables et à des solutions innovantes pour l'adaptation au changement climatique.
- Réduction de la vulnérabilité des territoires face aux catastrophes naturelles.
- Sensibilisation accrue aux enjeux environnementaux et implication directe dans des projets locaux.

NOS PARTENAIRES CLES

En région :

- La fondation de Lille, et en particulier dans le cadre du Fonds Solidarité Climat. Ce fonds doit gagner en visibilité à échelle régionale pour prendre une plus grande ampleur et le rendre structurant dans l'action du réseau,
- Les têtes de réseaux actives dans le domaine de l'environnement : CERDD, MRES, France Nature Environnement pour leur capacité de mobilisation technique en appui aux membres,
- La région Hauts-de-France, notamment le service REV 3 qui pourra mettre à disposition un répertoire d'acteurs de la transition écologique.

Au niveau national :

- Le CRID, via son engagement sur la thématique « Environnement et droits des peuples » qui sera la thématique exclusive du Festival des Solidarités
- Le réseau CICLE sur le sujet spécifique de la finance Carbone,

ASSURER LES « SERVICES ESSENTIELS »

EAU – ENERGIE – DECHETS – SANTE - EDUCATION

NOTRE AMBITION

L'accès aux services dits « essentiels » reste aujourd'hui la garantie d'une vie digne et émancipatrice pour des millions de personnes à travers le monde. Le sous-investissement dans ce domaine a des impacts importants en termes d'éducation, de santé, de développement économique, d'égalité femme-hommes, d'environnement et, de ce fait, renforce encore le décrochage entre pays du Nord et du Sud.

Vivre dans des conditions de vie dignes est un droit humain qui ne pourra se concrétiser que dans une approche intégrée des différents services à échelle territoriale. Aussi, Lianes coopération soutiendra les efforts des acteurs régionaux en matière de renforcement de l'accès à l'eau, à l'assainissement, à l'énergie, à la santé publique, à l'éducation partout dans le monde en mettant un focus particulier aux projets qui :

- Portent **une vision intégrée** des différents enjeux : Eau, Energie, Déchets, Santé publique
- **Renforcent les collectivités territoriales** en France et dans le Monde pour œuvrer sur ces enjeux,
- Assurent **la qualité et la pérennité des services** mis en place en s'appuyant sur des fonctionnements locaux,
- Utilisent des **solutions techniques permettant de préserver les ressources** existantes ou d'avoir un impact environnemental fort, des solutions fondées sur la nature.
- Permettent de **renforcer un accès universel et équitable aux services** en termes de disponibilité, de prix et d'élimination de barrières sociales (Genres, minorités, barrières culturelles, ...)
- **S'intègrent dans les politiques locales et nationales** de développement des pays concernés,
- Permettent la **sensibilisation des populations** sur les enjeux liés aux services essentiels en France et dans le monde.
- Développent l'utilisation du **principe du 1% solidaire** pour la mobilisation de nouveaux financements.

NOS MISSIONS

1. **Veille et observation** : Intégrer et contribuer aux travaux des différents réseaux sectoriels, promouvoir les outils, fiches pays et guides produits.
2. **Animation territoriale** : Lianes coopération animera une commission « Accès aux services essentiels » qui visera à travailler de manière intégrée à l'intégration de logiques communes entre les services. Au besoin des groupes de travail permettront aux acteurs de se concentrer sur un domaine plus particulier (Accès à l'eau, à l'énergie, ...) Un focus particulier sera porté à l'animation des collectivités territoriales souhaitant apporter un soutien technique ou financier aux pays du Sud.
3. **Accompagnement des initiatives** : Développer l'accompagnement des projets tout en renforçant la capacité des acteurs à approcher l'ensemble des services de manière intégrée. Lianes accompagnera aussi les dispositifs mis en place par les collectivités du territoire pour soutenir l'accès aux services essentiels dans le monde. Enfin, Lianes coopération développera une formation au montage de projet d'accès aux services essentiels.
4. **Production de ressources** : Lianes coopération s'appuiera sur les réseaux sectoriels pour rassembler et diffuser de la ressource en matière d'approches intégrées pour les services essentiels et assurera un suivi des engagements des acteurs en région.

5. **Coordination de programmes et de projets** : Susciter des projets mutualisés autour des questions d'accès aux services essentiels dans le monde où Lianes pourrait porter le rôle d'opérateur au service du réseau, notamment en promouvant une approche intégrée.
6. **Intermédiation de dispositifs** : Flécher les fonds territoriaux sur les enjeux liés à l'accès aux services essentiels dans le monde, appuyer l'engagement des collectivités territoriales au travers du 1% solidaire.

LES BENEFICIAIRES FINAUX

Bénéficiaires finaux : Habitants des territoires partenaires, familles, enfants, personnes vulnérables

Bénéfices attendus :

- Accès élargi et durable à l'eau potable, à l'énergie, à la santé et à l'éducation.
- Amélioration des conditions sanitaires et de la sécurité alimentaire.
- Réduction des inégalités d'accès aux services de base, notamment pour les femmes, les jeunes et les minorités.
- Renforcement de l'autonomie des communautés dans la gestion de leurs ressources.

NOS PARTENAIRES CLES

En région

- Le partenariat a d'ores et déjà une approche assez intégrée de ces enjeux qui permettront de pouvoir rayonner sur l'ensemble des acteurs,
- Le service REV 3 du conseil régional qui anime territorialement des acteurs de la transition énergétique ou de la gestion des déchets, de la ressource en eau.
- L'Agence de l'Eau Artois Picardie et l'ADEME, agences de l'Etat en charge des sujets liés aux services essentiels.

Au niveau National

- Le « Programme Solidarité Eau », dit pS-Eau dans son rôle de tête de réseau pour le sujet de l'accès à l'eau dans le monde, mais également en tant que coordinateur du programme de renforcement de l'approche dite « multi sectorielle »
- Le réseau CICLE qui développe de la ressource et des échanges autour de l'accès à l'énergie dans le monde,
- La plateforme « Déchets » incubée par pS-Eau dans les prochaines années

REPONDRE EFFICACEMENT AUX CRISES

CONFLITS – CATASTROPHES CLIMATIQUES – RESILIENCE - URGENCE

NOTRE AMBITION

Dans un contexte mondial dégradé et hyperconnecté, les crises se font de plus en plus présentes. Elles peuvent être de natures diverses : politiques, climatiques, naturelles, conflictuelles, sanitaires, ... Sur de nombreux territoires dans le monde, la concomitance de ces crises et leur inscription dans le temps ont fait émerger la notion de « permacrise ». Ces éléments nous amènent à repenser le lien entre développement et action d'urgence.

Loin de se transformer en organisation « urgentiste », Lianes coopération devra trouver une place entre l'urgence et le développement pour travailler à la résilience des territoires et des populations dans ce contexte. Il a également un rôle à jouer dans les élan massifs de solidarité qui peuvent suivre une situation de crise.

Lianes doit accompagner les acteurs de ces territoires de la Palestine au Sahel, de Haïti à l'Ukraine qui par les liens de territoires à territoires sont capables de garder des liens, de soutenir matériellement et psychologiquement les populations.

Le réseau aura pour mission de soutenir :

- Les élan de solidarité qui accompagnent des périodes de crises,
- Les acteurs des territoires structurellement dans des situations de crises ou de multi-crises (Palestine, Haïti, Ukraine, Sahel, ...)
- Le maintien de lien avec les territoires en crises via différents outils (Volontariat, ECM, plaidoyer, campagnes de sensibilisation, ...)
- Les acteurs cherchant à se regrouper, à mener des actions collectives dans des contextes de crises,

NOS MISSIONS

1. **Veille et observation** : Préparer des éléments de langage et un kit « crises » à destination de l'équipe et du réseau pour être plus réactifs en cas de catastrophes ou de besoin d'une réponse rapide du réseau,
2. **Animation territoriale** : Animer des groupes de suivi territoriaux autour de certains territoires cibles (Palestine, Ukraine, Sahel, Haïti, ...) pour maintenir le lien entre acteurs, promouvoir les échanges avec les acteurs institutionnels (MEAE, CDCS, AFD) pour renforcer le lien avec l'action diplomatique et ou de sécurité française.
3. **Accompagnement des initiatives** : Accompagner et former les acteurs pour travailler à distance, dans un contexte de zone rouge et pour agir en contexte de crise. Une formation sur le sujet devra être développée au sein du réseau.
4. **Production de ressources** : Produire de la ressource rapidement mobilisable par les acteurs du réseau en cas de crise sur des sujets récurrents : le don, les transports, le plaidoyer, le lien avec le CDCS et la protection civile.
5. **Coordination de programmes et de projets** : Proposer des programmes structurant autour des différentes zones de crises pour pouvoir accompagner en toute sécurité les acteurs d'une zone en crise, dans la lignée du programme Inspire avec l'Ukraine ou du programme de renforcement de la coopération avec le Mali. Ces programmes devront permettre de structurer les élan spontanés de coopération en des engagements à moyen-terme.

6. **Intermédiation de dispositifs** : Une place particulière sera donnée aux fonds territoriaux dans le domaine de l'ECSI et ou du renforcement de compétences aux acteurs travaillant avec des zones en crises.

LES BENEFICIAIRES FINAUX

Bénéficiaires finaux : Populations affectées par des crises (Conflits, catastrophes naturelles, urgence sanitaire, ...), acteurs locaux

Bénéfices attendus :

- Soutien rapide et adapté en cas de crise, permettant de limiter les impacts négatifs sur les populations.
- Maintien du lien social et de la solidarité dans les territoires touchés.
- Développement de capacités locales de résilience et d'anticipation des risques.
- Accompagnement psychologique et matériel des personnes les plus vulnérables.

NOS PARTENAIRES CLES

En région

- La seule organisation urgentiste de la région est « Architecte de l'Urgence », un travail de dialogue sera à mener avec cette fondation pour identifier des synergies.
- La fondation de Lille est un des acteurs régionaux majeurs de soutien en périodes de crises de par sa capacité à aggrégérer les dons de collectivités ou d'entreprises.

Au niveau national

- Une recherche de dialogue avec l'Etat via la préfecture, le MEAE ou le CDSC sera à rechercher pour se préparer en cas de situation de crises et adapter notre discours et notre action à celle des acteurs étatiques.
- Les grandes ONG humanitaires pourront être approchées pour des échanges et des activités de formations spécifiques.

DONNER DU POUVOIR D'AGIR AUX JEUNES

JEUNESSE – VOLONTARIAT – EDUCATION - CITOYENNETE

NOTRE AMBITION

Aujourd’hui, les Nations Unies recense 1,2 milliard de jeunes âgés de 15 à 24 ans dans le monde, une grande majorité de ces jeunes se trouve dans des pays dits « en développement ». Cette jeunesse représente une opportunité formidable pour ces pays. Si ces jeunes exercent pleinement leur droit à l’éducation et à la citoyenneté, ils peuvent devenir de véritables acteurs du développement dans des pays ayant besoin d’enseignants, d’ingénieurs, de médecins, ... En revanche, si cette chance est négligée, cette explosion démographique pourrait exacerber les inégalités mondiales et renforcer l’extrême pauvreté.

Alors que les sociétés sont de plus en plus connectées au niveau mondial, avec des moyens d’échanger en ligne ou d’accéder aux mêmes produits culturels, nous constatons une tentation du repli sur soi, aussi bien au Nord qu’au Sud. Les relations Nord/Sud restent encore aujourd’hui entachées par une histoire coloniale dont le passé n’a pas été soldée et qui reste encore présente dans une réalité économique et un discours politique différent selon les continents. Ce travail non-aboutit entache encore les relations y compris citoyennes et trouve un écho dans de nombreux discours extrémistes (Vision raciste du monde, rupture des relations avec certains pays, soutien à des mouvements violents, ...). Cette histoire non-digérée affecte encore la vie et la vision de nombreux jeunes en France et dans le monde.

Ainsi, soutenir les jeunes dans leurs aspirations, qu’elles soient locales ou internationales, devient une priorité. Il s’agit de leur fournir les outils nécessaires pour qu’ils puissent s’épanouir pleinement et contribuer activement au développement de leurs communautés respectives, créant ainsi un pont entre le Nord et le Sud, et forgeant une compréhension mutuelle et des solutions communes aux défis mondiaux.

Soutenir l’engagement international des jeunes du Nord et du Sud contribue à former des citoyens éclairés, capables de comprendre et de répondre aux défis mondiaux. L’action de Lianes s’inscrit dans cette perspective, visant à permettre à la jeunesse de contribuer à l’atteinte des ODD. Lianes coopération souhaite encourager et outiller les jeunes au Nord et au Sud à devenir des acteurs clés du développement durable et à forger des liens de compréhension mutuelle.

NOS MISSIONS

- Veille et observation** : Lianes coopération sera présent directement ou indirectement dans les différents réseaux et espaces régionaux et nationaux autour du nexus entre jeunesse et coopération internationale : Crajep, Fonjep, France Volontaires ... le réseau devra s’assurer de pouvoir transmettre des informations à ses membres et de porter leur voix dans ces instances.
- Animation territoriale** : D’une part, Lianes coopération devra mettre en réseau ses membres travaillant sur les enjeux relatifs aux questions de jeunesse en France et dans les pays du Sud pour leur permettre d’échanger et d’autre part s’attachera à soutenir les dynamiques jeunesse intra-territoriales portées par des collectivités territoriales partenaires ou membres.
- Accompagnement des initiatives** : Lianes coopération soutiendra d’une part les projets de jeunes, en favorisant notamment le rapprochement avec des acteurs plus structurés de la coopération internationale et d’autre part soutiendra la prise en compte de la jeunesse dans les organisations de coopération et de solidarité internationale, notamment via le volontariat. Lianes coopération poursuivra ses efforts en vue de renforcer l’engagement pour une citoyenneté mondiale en France et dans le monde en soutenant le passage à l’action des jeunes.

4. **Production de ressources** : Le réseau devra poursuivre ses efforts de production de guides et d'outils pédagogiques à destination des acteurs régionaux en vue de soutenir l'engagement des jeunes en faveur des ODD.
5. **Coordination de programmes et de projets** : Lianes coopération soutiendra toute volonté des acteurs nationaux de territorialiser des dispositifs à l'instar de ce qui existe autour des programmes JSI, VVSI ou TEVO et pourra proposer la mise en place de programmes multi acteurs visant à renforcer le pouvoir d'agir des jeunes dans les pays du Sud.
6. **Intermédiation de dispositifs** : Lianes coopération cherchera à développer des synergies dans lesquelles le réseau pourra jouer un rôle clé entre dispositifs locaux, nationaux, régionaux de soutien à l'engagement des jeunes.

LES BENEFICIAIRES FINAUX

Bénéficiaires finaux : Jeunes des Hauts-de-France et des pays partenaires

Bénéfices attendus :

- Accès à des opportunités de formation, de mobilité et d'engagement citoyen.
- Développement de compétences et de réseaux pour l'insertion professionnelle, citoyenne et sociale.
- Renforcement de la confiance en soi et de la capacité à porter des projets.
- Participation active à la vie de leur territoire et à la construction de solutions locales et globales.

NOS PARTENAIRES CLES

En région

- Le Crajep – Collectif Régional des Associations de Jeunesse et d'Education Populaire, pour porter la voix spécifiquement des acteurs de la solidarité internationale
 - Le comité régional Fonjep pour y promouvoir la place des dispositifs de volontariats sous toute ses formes.
 - La DRAJES dans le cadre de son soutien à la citoyenneté européenne et internationale des jeunes,
-

Au niveau national

- France Volontaires en tant qu'acteur clé des enjeux du volontariat,
- Engagé.e.s et déterminé.e.s pour son action de soutien aux projets de jeunes,

FAIRE HUMANITE COMMUNE

DISCRIMINATIONS – GENRE – DROITS HUMAINS – INCLUSION SOCIALE

NOTRE AMBITION

Lutter contre les inégalités est avant tout un principe moral hérité d'une vision universaliste produite par les lumières. Mais c'est aussi une manière efficace d'assurer le développement humain dans le monde. C'est un facteur de développement économique et de bien-être au service des populations.

Prendre en compte l'ensemble des voix et des énergies pour les mettre au service des ODD ne fera que renforcer notre action collective. C'est pourquoi il est essentiel de pouvoir assurer une prise en compte de tous, hommes ou femmes, acteurs des diasporas, minorités culturelles dans la construction et la mise en œuvre de toute action de coopération internationale.

Lianes coopération défend une approche par les droits. L'approche par les droits est une méthode qui place les droits humains au centre des initiatives de développement et de coopération. Elle vise à garantir que toutes les actions entreprises respectent et promeuvent les droits fondamentaux. Cette approche reconnaît que chaque individu a des droits inaliénables et que le respect de ces droits est essentiel pour atteindre une véritable inclusion sociale et une justice équitable.

En adoptant une approche par les droits, les acteurs de la coopération internationale s'assurent que les projets et les programmes sont conçus et mis en œuvre de manière à renforcer les capacités des individus et des communautés à revendiquer et exercer leurs droits plutôt que dans une logique de charité ou de relation à des bénéficiaires.

Travailler de cette manière implique également de s'attaquer aux causes profondes des inégalités et des discriminations en impliquant les bénéficiaires dans le processus décisionnel et en leur donnant les moyens de participer activement à leur propre développement.

NOS MISSIONS

1. **Veille et observation** : Lianes coopération devra poursuivre son travail de formation de ses équipes sur les sujets traités dans le cadre de cet axe (Approche par les droits, genre, migrations, ...) pour se forger une doctrine, basée sur des recherches scientifiques et capable d'être comprise par l'ensemble des acteurs régionaux.
2. **Animation territoriale** : Une commission de travail et des événements devront venir soutenir le travail fait autour de cet axe de travail. Des ateliers ou des groupes d'appui spécifiques pourront venir renforcer le travail du réseau (Exemple : Groupe genre, groupe migrations, ...)
3. **Accompagnement des initiatives** : Lianes coopération soutiendra la prise en compte transversale des questions de droits humains dans les projets mais également des projets portant directement sur ces sujets. Des outils de travail et des formations spécifiques devront appuyer ce travail.
4. **Production de ressources** : Le réseau produira des outils et publications permettant au réseau de mieux se saisir de ces sujets, notamment des outils méthodologiques.
5. **Coordination de programmes et de projets** : Lianes coopération pourra développer des projets et des initiatives permettant à l'ensemble du réseau de porter un plaidoyer, des actions, de se former ou d'appuyer le développement de dynamique dans les pays du Sud sur les sujets liés aux droits humains.

6. **Intermédiation de dispositifs** : Les thématiques des droits humains devront être présente comme axe transversale des différents dispositifs portés par Lianes coopération, mais pourrons également être l'objet même de projets soutenus.

LES BENEFICIAIRES FINAUX

Bénéficiaires finaux: Personnes discriminées, minorités, femmes, diasporas, communautés locales.

Bénéfices attendus :

- Réduction des discriminations et promotion de l'égalité des droits.
- Inclusion sociale renforcée et accès équitable aux opportunités.
- Valorisation des diversités culturelles et des parcours de vie.
- Participation accrue des personnes concernées à la conception et à la mise en œuvre des projets.

NOS PARTENAIRES CLES

Au niveau régional

Au niveau national

- Le F3E propose de la ressource pour favoriser la prise en compte de ces sujets au sein de ses organisations membres,

ACTIONS TRANSVERSALES

IMPLICATION CITOYENNE DANS LA COOPERATION INTERNATIONALE

La coopération internationale ne doit pas se limiter uniquement à la mobilisation d'acteurs professionnels du secteur mais se doit **d'impliquer activement les citoyens dans les dynamiques de solidarité internationale**. Cette nécessité découle des évolutions récentes de l'aide publique au développement, des politiques internationales, de la géopolitique et des pratiques associatives, qui rendent indispensable une participation accrue du public.

Face aux défis mondiaux, il devient crucial de renforcer le lien entre chaque citoyen et la solidarité internationale. Cette démarche vise à instaurer un engagement durable et collectif permettant de répondre de manière concertée aux enjeux planétaires.

Dans le cadre des travaux menés par la CIRRMA, Lianes coopération souhaite contribuer à un changement de narratif autour des projets, en adoptant le slogan « **Territoires en commun** » et le concept d'ICCI – **Initiatives Citoyenne de Coopération Internationale**. Ce slogan met en lumière les Objectifs de Développement Durable (ODD) et propose une nouvelle approche de la coopération internationale, centrée sur la **citoyenneté, la proximité, la solidarité et les investissements solidaires**.

L'objectif ne se limite pas à la transformation du discours, mais vise également à **faire évoluer les projets accompagnés en les inscrivant dans un contexte territorial et autour d'enjeux partagés**. Pour Lianes coopération, il s'agit de mieux accompagner les trajectoires des acteurs, d'encourager les changements de pratiques, d'adapter les modes de financement et de valoriser les initiatives qui s'approchent le plus des logiques citoyennes en matière de coopération internationale.

L'EDUCATION A LA CITOYENNETE MONDIALE

Depuis 2020, Lianes coopération s'est doté d'un pôle spécifique dédié à l'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale. Ce pôle a pour objectif d'accompagner les initiatives et projets qui s'inscrivent dans **des démarches éducatives et de sensibilisation aux interdépendances mondiales**, en particulier auprès des jeunes générations. À travers cette structure, Lianes coopération affirme sa volonté de soutenir les actions qui favorisent une meilleure compréhension des enjeux globaux et encouragent une citoyenneté active et informée.

Dans un souci constant de questionner et de **renouveler les rapports Nord/Sud**, l'association engage également une évolution sémantique en adoptant le terme « **Éducation à la Citoyenneté Mondiale** » (**ECM**). Ce choix, inspiré des dynamiques européennes, traduit la volonté de dépasser la seule dimension de la solidarité internationale pour **élargir la réflexion aux grands défis mondiaux qui concernent l'ensemble des pays du Nord comme du Sud**. Parmi ces enjeux figurent notamment le climat, les migrations, l'égalité de genre et la lutte contre les inégalités. L'ECM permet ainsi de replacer l'éducation à la citoyenneté dans une perspective globale et de la relier aux problématiques contemporaines majeures.

Dans la mise en œuvre de ses actions d'éducation à la citoyenneté mondiale, Lianes coopération s'attache à **intégrer pleinement les acteurs des pays du Sud**, favorisant ainsi le dialogue international et la confrontation des points de vue autour des thématiques abordées. Le réseau poursuit également la dynamique engagée autour des « **éducations à...** » en cherchant à créer des passerelles avec d'autres champs éducatifs, tels que l'Éducation au Développement Durable ou l'Éducation aux médias. Cette démarche vise à enrichir les approches, à décloisonner les pratiques et à favoriser la construction de réponses collectives et innovantes face aux enjeux globaux.

LES CAMPAGNES CITOYENNES

Les campagnes citoyennes telles que le Festival des Solidarités et AlimenTerre sont des initiatives majeures pour Lianes coopération qui visent à sensibiliser et mobiliser le grand public autour des enjeux de solidarité internationale et de justice alimentaire.

Le Festival des Solidarités, organisé chaque année, est un événement national qui permet de donner une visibilité accrue aux actions de solidarité menées par les acteurs locaux. Ce festival est l'occasion de créer **des espaces de rencontre, d'échange et de réflexion autour des thématiques de solidarité, d'inclusion et de justice sociale**. Diverses activités, telles que des débats, des projections de films, des ateliers, des expositions et des concerts, sont proposées pour favoriser la participation et l'engagement des citoyens.

AlimenTerre, quant à lui, est un projet qui vise à sensibiliser le public aux enjeux de l'alimentation durable et équitable. À travers des campagnes de communication, des conférences, des projections de documentaires et des ateliers pratiques, **AlimenTerre cherche à informer et mobiliser les citoyens sur les problématiques liées à l'agriculture durable**, au commerce équitable, à la souveraineté alimentaire et à la lutte contre le gaspillage alimentaire.

Ces campagnes citoyennes **jouent un rôle essentiel dans la consolidation de l'assise citoyenne en région**. En permettant aux acteurs locaux de se mobiliser autour de thématiques communes, elles contribuent à renforcer le sentiment d'appartenance et de solidarité au sein des territoires. Elles offrent également une plateforme pour valoriser les initiatives locales et encourager la participation active des citoyens.

Lianes coopération souhaite **faire de ces campagnes des moments forts pour l'ensemble du réseau, dépassant la simple territorialisation d'une action nationale**. En intégrant ces événements dans la dynamique régionale, il est possible de créer un véritable engouement et de fédérer les acteurs locaux autour d'objectifs communs. Ces moments doivent être utilisés pour élargir notre base citoyenne, communiquer et expliquer les actions menées par les membres du réseau.

RENFORCER LA COMMUNICATION

UN NOUVEAU NARRATIF A DEVELOPPER

Le soutien aux membres demeure au centre des initiatives portées par Lianes coopération, qui a su progresser ces cinq dernières années afin de mieux les valoriser. Dans cette perspective, un site internet a été mis en place dans le but de **promouvoir l'ensemble des événements, actualités, projets et activités initiés par les membres du réseau**. Toutefois, il est important de souligner que cet outil de communication, bien que pertinent, reste à ce jour sous-utilisé et nécessite un suivi conséquent pour en exploiter pleinement le potentiel.

Au-delà de cette démarche de valorisation, Lianes coopération s'attache désormais à **élaborer un nouveau narratif** autour de la coopération internationale. Ce dernier s'appuie sur **la notion d'enjeux partagés entre les territoires, sur un renouvellement des approches fondées sur des investissements solidaires et durables, ainsi que sur les axes stratégiques propres au réseau**. L'objectif de ce nouveau narratif est d'accompagner l'évolution tant des actions menées que de l'image portée par Lianes coopération auprès de ses différents publics.

Dans le prolongement de cette dynamique, Lianes coopération poursuivra ses efforts de communication à destination des partenaires institutionnels et de son réseau. En parallèle, une attention particulière sera portée au développement **d'une communication plus accessible au grand public, centrée sur les enjeux fondamentaux de la coopération internationale**. Cette double approche vise à élargir la portée des messages et à renforcer la compréhension des actions du réseau.

Enfin, une réflexion d'ensemble sur l'image publique de Lianes coopération devra être poursuivie. Il s'agira ainsi de **renforcer l'institutionnalisation du réseau et d'accroître sa capacité à dialoguer avec les acteurs publics**, notamment les collectivités territoriales et les établissements d'enseignement. Ce travail, qui s'annonce vaste, pourra aboutir à l'élaboration d'une nouvelle charte graphique, à la définition d'une nouvelle ligne éditoriale, voire à un changement de nom pour mieux refléter les ambitions et les évolutions du réseau.

ASSURER UNE VEILLE ET UNE DIFFUSION DE L'INFORMATION

Lianes coopération centralise et redistribue de nombreuses informations à ses membres. En tant que réseau actif, il reçoit une grande quantité d'informations de diverses sources, qu'elles soient publiques ou privées. La capacité de Lianes coopération à récupérer et à traiter ces informations permet de garantir leur diffusion de manière efficace et utile.

Pour améliorer son efficacité, Lianes coopération devra entreprendre une réflexion approfondie sur la standardisation de la communication des informations au sein du réseau. Standardiser les processus de communication permettra non seulement **d'uniformiser les pratiques de l'équipe mais aussi d'assurer une diffusion homogène des informations**. Cette standardisation impliquera l'élaboration de protocoles et de formats de communication adaptés aux besoins des membres, ainsi qu'une formation interne adéquate pour garantir leur mise en application.

LA QUESTION DES MOYENS

Pour atteindre ces objectifs, des moyens supplémentaires devront être associés à la mission « Communication » en fonction des contraintes budgétaires. Le recrutement d'un chargé de mission sera recherché en synergie avec l'ensemble des programmes ainsi que la recherche d'un budget dédié à la communication générale. Une révision des outils, des canaux et des processus sera engagée à cette aune.

STRUCTURATION ET ACCOMPAGNEMENT DES ACTEURS

VERS UN INCUBATEUR DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

Lianes coopération s'investit depuis plus de cinq ans dans un processus continu d'accompagnement des acteurs au sein de son réseau. Cette démarche répond à des sollicitations croissantes, qui se sont considérablement intensifiées au fil des années. Aujourd'hui, ce sont **près de 400 accompagnements réalisés chaque année**, illustrant l'ampleur des besoins et des attentes exprimés par les acteurs du territoire.

D'après l'étude AMSASI, il ressort que les acteurs attendent de Lianes coopération un renforcement de son soutien dans plusieurs domaines essentiels. Ils expriment notamment le besoin d'un appui accru à la recherche de nouveaux financements et de partenaires. Toutefois, la priorité porte sur **la mise en place d'un accompagnement à plus long terme, permettant aux structures de penser leur développement au-delà du cadre des Appels à Projets**. Cette vision vise à offrir aux acteurs une perspective plus durable et stratégique pour le développement de leurs initiatives.

Afin de répondre à ces attentes, différents axes d'action sont envisagés. En premier lieu, Lianes coopération devra organiser **des temps d'échanges approfondis**, favorisant le partage d'expériences entre les membres du réseau. Ces rencontres permettront de renforcer la cohésion, de mutualiser les savoirs et d'apporter un support technique directement sur le terrain.

Par ailleurs, il s'avère essentiel que Lianes coopération **adopte une approche centrée sur les projets, la capacité des organisations à les conduire et leur champ d'action**, plutôt que de se limiter aux dispositifs

portés par les partenaires. Cela implique de repositionner l'équipe sur des thématiques d'expertise en adéquation avec les axes stratégiques du réseau, afin de garantir un accompagnement qualitatif et approfondi.

Au-delà de l'accompagnement habituel, Lianes coopération propose de **tester un dispositif d'accompagnement renforcé, voire d'incubation**. Ce dispositif a pour vocation de suivre des groupes d'acteurs désireux de faire évoluer leurs pratiques, dans le but d'atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) et de s'aligner sur les axes de travail définis dans les orientations du réseau.

Ce dispositif d'accompagnement renforcé devra disposer d'un budget conséquent, afin de permettre aux organisations de renforcer leur capacité à contribuer à la réalisation des ODD. Les fonds alloués serviront à financer des missions exploratoires, à développer de nouveaux partenariats et à renforcer les compétences des membres du réseau.

REFORCER LA QUALITE DE LA FORMATION

Lianes coopération propose à une grande diversité au sein de son offre de formation, que ce soit au niveau des approches pédagogiques, des niveaux de qualité, des publics visés ou encore des formats proposés. Si cette hétérogénéité reflète la richesse et la diversité des initiatives menées au sein du réseau, elle pose toutefois d'importants défis en matière de cohérence et d'amélioration continue de la qualité.

L'hétérogénéité de l'offre se traduit également par une variabilité de la qualité des prestations. Certains programmes sont conçus et animés dans une logique de consolidation de l'offre, travaillée en partenariat, tandis que d'autres sont élaborés de manière plus ponctuelle et centrés principalement sur la diffusion de contenu. Il apparaît donc essentiel **d'harmoniser les standards de qualité pour garantir à l'ensemble des membres du réseau — qu'il s'agisse de professionnels, de bénévoles, d'étudiants ou d'acteurs territoriaux — une expérience de formation optimale**.

Pour répondre à ces enjeux, Lianes coopération envisage de structurer son offre autour de deux axes principaux : **une offre thématique**, alignée avec les orientations stratégiques du réseau, et **une offre méthodologique, à vocation transversale, destinée à renforcer de façon globale les compétences des porteurs de projets**. Cette dualité permettrait de mieux répondre aux besoins spécifiques tout en assurant une harmonisation des niveaux de qualité et une montée en compétence des acteurs accompagnés.

Dans cette perspective, l'objectif affiché est de renforcer la cohérence de l'offre de formation et de **viser une véritable montée en gamme**. Lianes coopération envisage notamment la possibilité de certifier certaines formations afin qu'elles soient reconnues dans un cadre professionnel ou bénévole (notamment via le CPF). Une telle reconnaissance viendrait valoriser l'engagement des participants tout en contribuant à développer l'aspect économique des formations proposées.

REFORCER LE ROLE ET L'IMPACT DES FONDS TERRITORIAUX

Lianes coopération entend poursuivre son engagement dans la gestion et la distribution de fonds territoriaux, particulièrement à travers les programmes Récital, Tandems 2.0 et SUBLIME. Ces fonds jouent un rôle crucial dans le soutien aux initiatives locales en permettant la redistribution des ressources financières aux membres du réseau, via des appels à projets. Ils constituent des leviers importants pour encourager le développement de projets régionaux, couvrant une grande diversité de thématiques.

Dans cette dynamique, le réseau souhaite engager une réflexion approfondie **sur la création d'un fonds territorial alimenté par les contributions volontaires et les dons de citoyens ainsi que d'entreprises des Hauts-de-France**. Ce fonds serait conçu dans un esprit de proximité, donnant aux habitants de la région la possibilité de soutenir directement des actions de coopération internationale portées par des

acteurs locaux, à une échelle humaine. La construction des modalités administratives, financières et de communication liées à ce fonds sera un chantier à mener dans les années à venir.

Chaque fonds territorial devra **offrir aux porteurs de projets régionaux la possibilité de s'inscrire dans l'un des axes stratégiques** définis par Lianes coopération. Ces orientations serviront de cadre pour guider les porteurs de projets dans la conception et le développement de leurs initiatives. En complément, il est prévu de mettre à disposition un accompagnement spécifique, des outils adaptés et des formations ciblées autour de ces axes, afin de renforcer les compétences des porteurs de projets et d'accroître l'impact des actions soutenues.

Par ailleurs, Lianes coopération s'attachera à élargir l'accès à ces fonds, en cherchant à mobiliser de nouveaux acteurs au-delà de ses membres traditionnels, sur l'ensemble du territoire régional. Cette démarche vise à **faire des fonds territoriaux des instruments de soutien et de rayonnement**, favorisant une dynamique collective et inclusive. En élargissant leur portée, le réseau souhaite intégrer un plus grand nombre de participants à ses programmes, renforçant ainsi la vitalité et la cohésion du tissu régional.

Il est essentiel, dans cette logique, de ne pas réduire les fonds territoriaux à de simples guichets financiers. Lianes coopération veille à toujours **les articuler à des dispositifs d'appui, de renforcement de compétences, de mise en réseau, de plaidoyer et de développement de partenariats**. La philosophie qui sous-tend cette démarche repose sur la conviction que les fonds territoriaux doivent servir de leviers pour promouvoir la coopération et l'innovation au niveau local, et non se limiter à une redistribution passive de ressources financières.

STRUCTURER LE RESEAU

UN CHANTIER DE RESTRUCTURATION DU TRAVAIL DE L'EQUIPE

Actuellement, l'organisation de l'équipe de Lianes coopération repose sur quatre pôles distincts (ECSI, MEIJ, CID, EPO), dont la structuration s'inspire des dispositifs publics existants. Toutefois, afin de répondre efficacement aux orientations pluriannuelles du réseau, il s'avère nécessaire de faire évoluer cette organisation interne. La direction s'engage ainsi dans un chantier de **redéfinition des postes, avec pour objectif principal de renforcer les axes stratégiques et d'optimiser la mobilisation des fonctions supports** au service de l'ensemble de l'équipe.

Dans cette dynamique, la montée en puissance de l'équipe support, que ce soit sur les volets administratifs, financiers ou de communication, devra se poursuivre. Ce renforcement passera notamment par des actions de formation ciblées, permettant à chaque membre d'acquérir les compétences nécessaires pour accompagner la transformation de l'organisation et répondre aux nouveaux enjeux du réseau.

Par ailleurs, une révision des fiches de postes sera engagée afin de garantir leur parfaite adéquation avec les missions et priorités stratégiques définies par Lianes coopération. La direction aura pour rôle de **coordonner la mise en œuvre d'un plan de travail biannuel**, qui sera présenté au conseil d'administration. Ce plan d'action permettra d'ordonner et d'ajuster progressivement la réalisation des orientations stratégiques, assurant ainsi une conduite cohérente et maîtrisée de la transformation organisationnelle.

LA PRESENCE EN REGION

Lianes coopération assure une présence territoriale forte grâce à ses trois bureaux implantés à Amiens, Arras et Lille. Cette organisation permet de soutenir efficacement les dynamiques sur l'ensemble du territoire, qu'elles soient régionales ou infrarégionales. La proximité de l'équipe avec les acteurs locaux facilite le développement de nouveaux partenariats et offre une meilleure compréhension des enjeux spécifiques à chaque zone. Ce maillage favorise ainsi une adaptation des actions menées par Lianes coopération en fonction des réalités du terrain.

Cependant, la question du maintien de cette organisation géographique se pose aujourd'hui, notamment en raison des contraintes budgétaires et de la restructuration de l'équipe. Ces éléments incitent à reconsiderer la capacité réelle du réseau à opérer simultanément sur trois sites distincts. Dans ce contexte, il apparaît **nécessaire d'engager une réflexion sur les modalités futures de la présence de Lianes sur l'ensemble du territoire régional**. Cette réflexion pourra porter sur l'organisation de permanences, la participation à des événements locaux, ou encore la réalisation de déplacements ciblés afin de préserver une couverture territoriale globale, tout en s'adaptant aux contraintes actuelles.

REFORME DES STATUTS ET FONCTIONNEMENT STATUTAIRE

À l'approche de son vingt-cinquième anniversaire, Lianes coopération s'apprête à entreprendre une démarche de révision de ses statuts ainsi que de son fonctionnement statutaire. Jusqu'à présent, les ajustements apportés à l'organisation ont été réalisés de manière ponctuelle et progressive, sans qu'une refonte globale n'ait été engagée concernant le projet associatif, les valeurs défendues ou les modalités de mise en œuvre.

L'objectif de cette réforme n'est pas de modifier fondamentalement l'objet du réseau. Il s'agit avant tout de **s'assurer que les statuts et la charte de Lianes coopération soient désormais en parfaite**

adéquation avec le fonctionnement actuel de l'organisation et son projet. Par ailleurs, cette révision vise à permettre à Lianes de s'adapter et **d'évoluer afin de répondre pleinement à ses ambitions**.

Dans ce cadre, une réflexion approfondie sera menée avec les adhérents sur plusieurs axes : le contenu de la charte, le sens de l'adhésion, la mise en place de collèges, ainsi que la place des institutions au sein du réseau. Ces échanges permettront d'orienter la réforme vers une meilleure cohérence et efficacité, tout en impliquant activement l'ensemble des membres dans le processus de transformation.